



Le choix de Stéphane Dion comme nouveau chef des libéraux fédéraux : cherchez la logique !

Par André Parizeau,
Chef du PCQ

Il y a parfois, en politique, des tournants surprenants qui, même lorsqu'ils viennent d'un adversaire, peuvent laisser pantois. Le choix de Stéphane Dion comme nouveau chef des libéraux fédéraux, tel que finalement décidé par les délégués au congrès de ce parti, rentre très clairement dans cette catégorie.

Les libéraux fédéraux sont toujours au fond du baril au niveau de leurs appuis politiques au Québec. Leur déconfiture, lors des élections partielles dans Repentigny, l'a mis en relief. Et ce n'est certainement pas avec Stéphane Dion que la pente sera plus facile à remonter pour ce parti. Bien au contraire.

Personne n'oubliera au Québec le fait que c'est Stéphane Dion qui fut le parrain de la fameuse loi sur la clarté référendaire

Ce choix, de la part des libéraux fédéraux, n'est pas sans rappeler l'approche qu'avait jusqu'à tout récemment les conservateurs de Stephen Harper (et qu'ils ont toujours pour l'essentiel) : une approche anti-Québec. C'est comme si les politiciens fédéralistes, à Ottawa, s'étaient soudainement donnés le mot pour prendre de manière assez systématique le contre-pieds de tout ce que la plupart des Québécois et des Québécoises pensent et aspirent à.

Tout cela confirme en même temps le caractère illusoire et hypocrite de la résolution votée, il y a à peine quelques jours par la quasi-totalité de tous les députés fédéralistes à Ottawa, à propos du Québec.

Cela est d'autant plus évident que le nouveau et principal lieutenant de Stéphane Dion, celui par qui sa victoire est arrivée, n'est nul autre que Gerald Kennedy, un autre chantre du discours anti-Québec.

De manière tout aussi instructive, on notera le fait que la plupart des commentateurs s'accordent à dire que les deux principaux opposants à Stéphane Dion, soient Bob Rae et Michael Ignatieff, quitteront fort probablement la scène politique d'ici peu.

Dans un contexte où les libéraux fédéraux étaient déjà en difficulté au Québec et que les conservateurs ont toujours autant de misère à percer au Québec, tous ces événements semblent indiquer que le fossé qui existait déjà entre l'électorat québécois et toute la politique fédérale, ira en s'accroissant.

Ceux et celles qui, au sein de nos élites politiques, que se soient à Ottawa ou à Québec, espéraient être capable d'enterrer la question nationale québécoise

tellement profondément que plus jamais elle ne reviendrait les hanter au grand jour, doivent pour leur part être en train de faire les cent pas et se demander que faire.

De l'autre côté, pour ceux et celles qui croient à la nécessité d'un Québec indépendant, cela a au moins le mérite de rendre les choses encore plus claires.

Un dernier détail. Avec ce dernier rebondissement, il semble bien que les gouvernements minoritaires continueront à être, au moins pour un certain temps encore, la norme à Ottawa. Mais faut-il vraiment s'en plaindre ?

4 décembre 2006